



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 24 JUIN 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Léniaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean-Noël)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 24 juin 2021
Délibération n°DCC2021_108

Objet	Conseiller numérique : création d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation d'un projet
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Introduit par la loi de transformation de la fonction publique et depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une nouvelle possibilité de recrutement sur emploi non permanent. Ce nouveau contrat a pour but de « mener à bien un projet ou une opération identifiée ». Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat peut être conclu pour une durée minimale d'un an fixée par les parties dans la limite de six ans. Il est ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A, B et C) et tous secteurs confondus. Sont concernés les emplois non permanents, ils ne sont donc pas ouverts aux fonctionnaires, sauf par le biais du détachement.

Ce type de contrat va permettre le recours à des agents contractuels sur la durée réelle du besoin.

La crise sanitaire a mis en lumière l'importance particulière des outils numériques, pour travailler, enseigner, soigner ou assurer la résilience des services publics dans un contexte épidémique. Le numérique est amené à prendre une place croissante dans nos vies de citoyens.

Cette création de poste est motivée par le dispositif d'accompagnement de l'État dans le cadre de France relance.

Nature du dispositif :

- Objet : rapprocher le numérique du quotidien des citoyens en proximité de chez eux,
- Durée : 2 ans,
- Financement : l'Etat pendant 24 mois,
- Formation : mise en relation avec l'organisme de formation après évaluation du besoin en formation).

Poste : Le conseiller numérique a pour mission d'accompagner les usagers dans leur appropriation des usages numériques quotidiens (familiarisation avec les outils numériques, accès aux droits et démarches en ligne...). Il doit aussi veiller à favoriser un usage citoyen et critique du numérique (vérification des sources d'information, protection des données personnelles, maîtrise des réseaux sociaux) et accompagner dans la réalisation de démarches administratives en ligne par le biais d'animation d'atelier ou d'accompagnement individuel.

Le conseiller pourra intervenir à la Maison de Services Au Public (MSAP) et sur tous les lieux du territoire recensés comme pouvant accueillir une action de cet agent.

Chaque conseiller suit, avant son entrée en fonction, une formation obligatoire durant entre 3 semaines et 4 mois, selon son niveau de compétences initial.

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie C, dans les conditions fixées à l'article 3-II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade d'adjoint administratif.

Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification requise pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

Afin de garantir le respect du principe d'égal accès aux emplois publics, les recrutements en contrat de projet devront suivre à minima les grandes étapes de la procédure de recrutement des contractuels sur emploi permanent.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 – article 3 II
Vu le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 18 mai 2021,
Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 11 juin 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique: Autorise la création de cet emploi, la signature de la convention avec l'État et l'inscription au budget des crédits correspondants.